



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant mise en demeure à l'encontre de la SAS LES LANDES
concernant l'élevage de porcs situé route de Bovel
sur la commune de MAXENT

**Le préfet de la région Bretagne,
préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 22 septembre 2023 portant nomination de M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

Vu le décret du 10 octobre 2024 portant nomination de M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011, modifié, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique 2102 (élevages de porcs) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 janvier 2023 relatif aux programmes d'actions régionaux en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 mars 2023, établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 mai 2024 établissant le 7^{ème} programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2025 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

Vu la lettre d'instruction du préfet de région du 30 novembre 2010 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 38375 du 4 août 2009, modifié le 11 août 2016, objet du récépissé de succession n° 44082 du 10 décembre 2018, autorisant la SAS LES LANDES à exploiter un élevage de porcs de 557 reproducteurs, 1920 post-sevrages et 3588 + 60 porcs charcutiers, route de Bovel sur la commune de MAXENT ;

Vu le courrier du 24 octobre 2025 par lequel le rapport d'inspection a été transmis à la SAS LES LANDES par l'inspection des installations classées conformément aux dispositions de l'article L.171-6 du code de l'environnement, en l'invitant à faire part au préfet d'Ille-et-Vilaine de ses éventuelles observations dans un délai de quinze jours ;

Vu le rapport d'inspection du service d'inspection des installations classées transmis au préfet d'Ille-et-Vilaine le 27 octobre 2025 ;

Vu le courrier du 12 novembre 2025, par lequel la SAS LES LANDES a été invitée à présenter ses observations sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 14 novembre 2025 ;

Vu le courrier du 19 novembre 2025, par lequel la SAS LES LANDES a sollicité une prolongation de délai pour lui permettre de régulariser la situation de son installation ;

CONSIDÉRANT l'arrêt du naissage sur le site de l'exploitation de la SAS LES LANDES lors de l'inspection réalisée le 21 octobre 2025 par l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des éléments de fait et de droit sus-énoncés, la SAS LES LANDES exploite une installation classée dans des conditions irrégulières au regard des prescriptions qui lui sont applicables et, qu'à ce titre, elle remplit les conditions de mise en œuvre à son encontre des sanctions administratives prévues par les articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que par courriel du 26 novembre 2025, l'inspection des installations classées a donné son accord pour octroyer un délai supplémentaire à la SAS LES LANDES ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine,

- ARRÊTE -

Article 1 : Objet de l'arrêté

La SAS LES LANDES, en sa qualité d'exploitant de l'élevage de porcs situé route de Bovel sur la commune de MAXENT est mise en demeure, comme le prévoient les articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, de respecter les prescriptions de l'arrêté du 27 décembre 2013 susvisé, **dans un délai de 9 mois** à compter de la notification de cet arrêté :

- de déposer un dossier de régularisation de ses effectifs et de mise à jour de son plan d'épandage.

Article 2 : Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions administratives prévues aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, sans préjudice d'éventuelles poursuites pénales.

Article 3 : Publication

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de deux mois conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement.

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1°- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2°- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et l'inspecteur de l'environnement sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS LES LANDES et dont une copie sera adressée au maire de MAXENT.

Fait à Rennes, le **28 NOV. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'P. Larrey', is written over a rectangular stamp area.

Pierre LARREY

